

Avis d'appel public à la concurrence

Pouvoir adjudicateur :

Commune de Rabastens
3 Quai des Escoussieres
81800 Rabastens
Courriel : mairie@rabastens.fr

Statut : Etablissement public local à caractère administratif
Activité(s) principale(s) : Services généraux des administrations publiques
Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.
Profil d'acheteur : <http://www.marches-securises.fr>
L'avis concerne un accord-cadre.

Objet de l'accord-cadre :

Travaux d'installation et maintenance d'un dispositif de vidéo protection urbaine pour la commune de Rabastens

Accord-cadre couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) : non
Forme de l'accord-cadre : Accord-cadre
Type d'accord-cadre de travaux : Exécution

Lieu principal d'exécution :

Commune de Rabastens
Code NUTS : FRJ27

CPV global à la consultation

CPV principal : 32323500-8 Système de surveillance vidéo

Les prestations sont traitées à prix unitaires.

Dévolution en accord-cadre unique.

Le montant minimum de commandes pour la durée de chaque période de 12 mois est de 25 000.00 euros HT.
Le montant maximum de commandes pour la durée de chaque période de 12 mois est de 100 000.00 euros HT.

Le montant minimum de commandes pour la durée maximale de l'accord-cadre (48 mois) est de 100 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée maximale de l'accord-cadre (48 mois) est de 400 000.00 euros HT.

Variantes :

Il n'est pas prévu de variantes exigées et les variantes ne sont pas autorisées.

Retenue de garantie : Une retenue de garantie est prévue. Son taux par rapport au montant de l'accord-cadre est de 5 %.

Cette retenue de garantie ne peut être remplacée que par une garantie à première demande.

Avance : Il n'est pas prévu d'avance.

Conditions relatives à l'accord-cadre :

Délai global de paiement des prestations de 30 jours. Modalités de financement des prestations : Budget communal. Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : pas de forme imposée. Unité monétaire utilisée : euro. Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue Française ainsi que les documents de présentations associés.

Conditions de participation et moyens de preuve acceptables :

Présentation de candidature :

Dépôt classique : La candidature peut être faite au moyen des formulaires DC1 et DC2 (formulaires à jour sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou du DUME (document unique de marché européen, voir site : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>).

Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat sont :

Capacité économique et financière :

- Indications concernant le chiffre d'affaires annuel général sur 3 ans.

Procédure : MAPA ouvert

Critères d'attribution

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

1. Critère Prix des prestations pondéré à 50 sur 100 points.

Devis masqué identique pour tous les candidats, complété sur la base du BPU de chaque candidat

2. Critère Valeur technique pondéré à 45 sur 100 points.

2.1. Sous-critère Caractéristiques techniques des matériels proposés, pondéré à 25 sur 45 points.

2.2. Sous-critère Méthodologie vis-à-vis du CCTP, pondéré à 5 sur 45 points.

2.3. Sous-critère Moyens humains et matériels pour la bonne réalisation des travaux, pondéré à 5 sur 45 points.

2.4. Sous-critère Déploiements déjà réalisés, expériences en vidéo protection pondéré à 10 sur 45 points.

3. Critère Démarche adoptée pour limiter l'impact environnemental, pondéré à 5 sur 100 points.

Renseignements d'ordre administratif :

La présente consultation est une consultation initiale.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 26/07/2023

Date limite de réception des offres : **18/09/2023 à 12:00**

Le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre pendant un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Délivrance du DCE

Le dossier de consultation est téléchargeable sur le profil d'acheteur : <http://www.marches-securises.fr>

Conditions de remise des offres :

La transmission des offres se fait obligatoirement par **voie électronique** via le profil d'acheteur : <http://www.marches-securises.fr>

Un mode d'emploi est disponible sur le site. Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats.

La remise des candidatures contre récépissé n'est pas autorisée.

La présentation d'une candidature sous forme d'un support physique électronique n'est pas autorisée.

L'envoi des candidatures par voie postale n'est pas autorisé.

Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus :

- **Pour les renseignements d'ordre administratif et technique :**

Via la consultation sur le profil acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

- **Instance chargée des procédures de recours :**

Tribunal Administratif de Toulouse 68 rue Raymond IV BP 7007 31068 Toulouse CEDEX 07 (France) -
Téléphone : 05.62.73.57.57 - Télécopieur : 05.62.73.57.40 - greffe.ta-toulouse@juradm.fr